

## Résolution de la 2<sup>e</sup> Conférence mondiale de l'ICOR

### À l'égard des mouvements démocratiques

La vague de protestations de 2011, nommée aujourd'hui le « printemps arabe », n'est pas encore terminée. Elle a pris actuellement des proportions acharnées, déclenche des contradictions entre les impérialistes, développe aussi le danger de scissions. Comme résultat des insurrections de masse dans le monde arabe, des gouvernements ont changé au cours des deux années passées, en Égypte (deux fois), en Tunisie ou au Yémen. Des soulèvements démocratiques ont éclaté au Bahreïn et en Syrie. Des protestations massives ont éclaté en Algérie, Iraq, Jordanie, au Koweït, Maroc et au Soudan. Les protestations massives de 2013 en Turquie et l'émeute au Mali n'y sont même pas encore prises en considération.

Mais de telles protestations ne se restreignent pas du tout aux pays arabes. Les protestations de masse à d'autres lieux démontrent que cela est un phénomène omniprésent.

Dans la même période, il y a eu, à un autre plan, des protestations au Bangladesh contre l'intégrisme islamique, et en Inde contre la corruption et les attaques contre les femmes. Il y a eu des émeutes au Brésil, en Maurétanie, au Sahara occidental etc.

Ce que toutes ces protestations ont en commun c'est qu'elles se dirigent contre la corruption et s'engagent pour la démocratie. Dans presque toutes ces protestations, le ton a été haussé contre les pratiques corrompues, l'augmentation des prix, le chômage etc. Dans presque toutes ces protestations, des pratiques autocrates et antidémocratiques furent dénoncées et des revendications furent soulevées en faveur davantage de droits et de libertés démocratiques. Dans la plupart de ces protestations, des voix se sont élevés contre le capitalisme et contre l'impérialisme. En même temps, il est évident que l'objectif principal de ces mouvements ne fut pas encore la chute du système capitaliste dans son ensemble, mais tout d'abord le renversement de monarques et d'institutions autocrates.

Du même coup, une caractéristique commune de la plupart de ces mouvements est aussi le fait que, jusqu'à maintenant, ils n'ont pas abouti, dans aucun de ces pays, à des changements fondamentaux quelconques. Au Népal où le pouvoir autocrate a pu être renversé en 2005, la situation est arrivé à un tournant après l'arrivée au pouvoir du parti *Congress* en 2013 et que les communistes devinrent une minorité. Dans des pays comme l'Égypte et la Tunisie, les forces islamiques ont pris le pouvoir, en Égypte elles furent de nouveau remplacées par un régime militaire autocrate.

Tous ces mouvements manifestent un grand mécontentement parmi les hommes. Ils aspirent à vivre mieux et dans des systèmes plus démocratiques dans leurs pays. L'impérialisme a atteint un tel niveau qu'ils sont prêts à descendre dans la rue pour combattre les conséquences de la politique impérialiste.

C'est la tâche des communistes de se trouver aux côtés des gens dans tous ces mouvements pour la démocratie. Dans la plupart de ces mouvements, le rôle de la gauche est très faible. Nous devons essayer d'éloigner ces mouvements des alternatives bourgeoises et sectaires et de les guider vers une véritable démocratie populaire et vers le socialisme. Entre-temps, les forces réactionnaires, intégristes

islamiques et pro-impérialistes mêmes ont déclenché, sous le prétexte hypocrite de la lutte pour « la liberté et la démocratie », des mouvements de masse réactionnaires comme en Ukraine ou au Thaïlande.

Comme la crise mondiale de l'impérialisme s'aggravera inévitablement et que les impérialistes sont contraints à répercuter les fardeaux de cette crise sur la classe ouvrière et les autres masses opprimées, aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays sous dépendance néocoloniale, il faut s'attendre à l'éclatement de beaucoup d'autres de tels mouvements pour la démocratie et la justice sociale dans de différentes régions de la planète qui se développent souvent en mouvements pour le renversement de souverains et de régimes anti-populaires. Cette situation défie l'ICOR d'assumer un rôle actif dans le développement de mouvements de solidarité pour les soutenir et de renforcer la lutte de classe dans leur propre pays. L'ICOR doit jouer un rôle particulièrement actif dans de tels mouvements et leur faire parvenir du soutien matériel et moral.